



## ***Diffusion de l'information sur l'Amérique latine***

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**BRÉSIL**



**D 2115 • Br13**  
16-30 nov 1996

### **MOTS-CLEFS**

*Mondialisation  
Néolibéralisme  
Économie  
Multinationale  
Pauvreté structurelle*

## **LES ÉVÊQUES BRÉSILIENS ONT PROPOSÉ AUX CATHOLIQUES UN DÉBAT SUR LA "MONDIALISATION"**

*Une Église soucieuse d'une "économie au service de l'homme" et tout prioritairement des pauvres ne pouvait éviter de s'interroger sur les enjeux de la mondialisation. C'est ce qu'ont fait les évêques brésiliens en proposant à la réflexion des catholiques le texte ci-dessous, dans le cadre de la Campagne de fraternité 1996. Ce texte de réflexion est non seulement un instrument utile pour*

*comprendre ce qui se passe au Brésil, en Amérique latine et même dans la quasi-totalité des sociétés, mais il est aussi un témoignage de ce qui est aujourd'hui une préoccupation importante de l'Église du Brésil.*

*Texte de la Conférence nationale des évêques brésiliens (CNBB), Fraternidade e política. Justiça e Paz se abraçãõ, n°76 à 88, São Paulo, 1996.*

(76) Le débat politique dans le Brésil d'aujourd'hui a lieu face à des modèles différents de société. Pour le comprendre, il est nécessaire de savoir ce que signifie le mot mondialisation. Il s'agit d'un processus qui a pour but l'unification de tous les marchés du monde sous le contrôle des multinationales, et suppose la prédominance des règles du marché sur les règlements dictés par les gouvernements. Elle marque l'entrée du capitalisme dans une nouvelle étape de son développement dans laquelle les corporations multinationales commencent à contester la souveraineté des nations. Elle considère que la fonction prioritaire de l'État est de garantir la liberté du marché, l'exécution des contrats et la propriété, et place en deuxième plan toute autre fonction, en particulier sa fonction sociale.

(77) Le libéralisme, en termes politiques, apporta une importante contribution à la démocratie en s'opposant à plusieurs formes d'absolutisme et d'autoritarisme et en défendant la liberté du citoyen. Toutefois, en termes pratiques, certains adeptes du néolibé-

ralisme ont préconisé de grandes coupes dans les dépenses sociales de l'État, en augmentant les taux d'intérêts, en encourageant la privatisation des compagnies nationales, même dans le secteur des transports, de la santé, de l'éducation, de l'énergie et des télécommunications, et en défendant le libre commerce international et les grands investissements financiers spéculatifs. La libéralisation autorise cependant l'État à planifier quelques politiques sociales compensatoires pour atténuer les effets du système sur les pauvres dont la situation a été générée par ce même système. La question fondamentale est que le système économique et politique néocapitaliste admet l'exclusion comme principe de fonctionnement. Dans tous les pays où il est appliqué, les comptes globaux de la nation sont déterminés par la chute de l'inflation, une balance des paiements bénéficiaire et la stabilité économique, alors que le chômage augmente et que la situation des plus pauvres empire sensiblement, augmentant ainsi la distance qui sépare les classes sociales les plus riches des

classes les plus défavorisées, créant encore plus de poches de misère.

(78) La situation des travailleurs devient dramatique, autant pour ceux qui ont un travail stable que pour ceux qui ont un travail plus précaire qui résistent plus difficilement. (...) Étant un modèle qui inclut l'exclusion, il (le modèle néolibéral) s'oppose de front aux principes et aux valeurs de l'éthique sociale chrétienne. Loin de conduire à une société solidaire, il crée des conflits et des inégalités antifraternelles.

(79) Les pays les plus riches du monde sont en train de provoquer une restructuration complète des institutions politiques et économiques internationales et obligent les pays sous-développés à adopter des politiques économiques néolibérales établies par des organismes financiers internationaux. Cela signifie l'institutionnalisation d'un nouveau schéma de décision internationale du travail destiné à assurer l'hégémonie de ces pays dans la nouvelle étape du capitalisme. Il s'agit d'une révision du statut des anciennes colonies et nations dépendantes, de

façon à ce que dans ces pays majoritairement pauvres la mondialisation s'installe.

(80) L'impact de la mondialisation est général mais cependant pas uniforme. Autant dans les pays pauvres que dans les pays riches existent le chômage, la baisse des salaires des travailleurs les moins qualifiés, le démantèlement des services sociaux, les risques fréquents de déstabilisation monétaire, une tension sociale croissante, la recrudescence du nationalisme, du racisme, de la violence diffuse et du crime organisé.

(81) La mondialisation touche tout le monde : les continents, les nations, les gouvernements, les secteurs économiques et les travailleurs. Dans les prochaines décennies tous devront s'accommoder, d'une façon ou d'une autre, aux nouveaux paramètres. L'impossibilité d'inverser le processus a été invoquée comme argument en faveur de la capitulation nationale face aux exigences des puissances mondiales. Mais ceci n'est qu'une façon erronée d'appréhender le problème. La mondialisation est peut-être irréversible mais les nations ont la possibilité d'apporter des réponses qui assurent leur souveraineté et le bien-être de leurs populations.

(83) (...) Face à la crise des systèmes économiques qui ont conduit à des échecs et des frustrations, on propose généralement comme solution une économie de libre marché, présentée par beaucoup sous l'étiquette du néolibéralisme mais dont la portée va bien au-delà du secteur économique, et qui est fondée sur une interprétation étroite ou réductionniste de la personne et de la société.

(84) Afin de mieux cerner le débat politique actuel, nous présentons de façon typologique les deux principales forces en jeu :

### **La solution pour ceux qui sont déjà intégrés (les moins nombreux)**

(85) Elle consiste pour l'économie brésilienne à se rapprocher, le plus rapidement possible, des exigences de la mondialisation. Dans le cadre de

l'économie internationale cela signifie d'une part, permettre que les produits et les capitaux puissent librement entrer et sortir du pays car la logique du processus induit l'existence d'un seul marché pour toute la planète. De l'autre, l'affaiblissement des relations de travail, car la logique d'accumulation de capital demandée pour le passage vers les nouvelles formes de production créées par la révolution technologique des années 70, exige un nouveau mode de concentration des capitaux. La mise en oeuvre de ces deux possibilités s'appuie sur les expériences du Chili, du Mexique et de l'Argentine. C'est ce que l'on appelle "la politique de modernisation" ou "de réformes néolibérales". Il s'agit de stabiliser la monnaie, d'équilibrer les finances publiques, de privatiser les entreprises d'État, et favoriser ainsi la sous-traitance par des entreprises tiers, faciliter l'entrée des capitaux étrangers en limitant l'action de l'État à des politiques sociales "compensatoires" qui deviennent nécessaires pour apaiser les tensions sociales. En fait, elles privent l'immense masse de la population de la possibilité d'atteindre par son travail, un niveau de consommation proche de la survie.

(86) Au Brésil, actuellement, le débat le plus aigu place face à face les grands groupes économiques. Certains tireront de grands avantages d'une libéralisation radicale et rapide de notre économie. D'autres en revanche y perdront richesse et pouvoir. Certains veulent accélérer cette libéralisation, d'autres la freinent. Les uns sont représentés dans certains ministères, d'autres dans d'autres ministères. Tous ont des porte-parole au Congrès, dans la presse, dans les syndicats. Les manchettes des journaux, les commentaires des colonnes spécialisées, les journaux télévisés, les "campagnes civiques" de certains journalistes de radio, sont faits afin que l'opinion publique soutienne les positions tantôt de l'un tantôt de l'autre de ces groupes.

(87) La nature du système de commu-

nication de masse fait que la population ignore le débat entre l'élite et le peuple. Les médias ne traitent que des débats qui divisent les factions rivales de l'élite, occultant ainsi les problèmes qui remettent en question le pouvoir.

### **La solution qui prend en considération la majorité de la population**

(88) Elle donne la priorité aux réformes structurelles destinées à créer une redistribution des richesses et de l'argent public, afin d'encourager la consommation et par ce biais, favoriser l'emploi et les revenus, les investissements dans l'éducation et la santé, la lutte contre l'exclusion sociale, et jeter ainsi les bases d'une croissance économique soutenue par l'État. Ceci ne signifie en aucune façon un refus ou une mise en garde contre les investissements de capitaux étrangers dans l'économie brésilienne. Ceux-ci, d'où qu'ils viennent peuvent être utiles au pays dans la mesure où on les utilise pour des activités productives et pas seulement spéculatives. Ces capitaux devront être rémunérés honnêtement. Ce que l'on ne peut accepter c'est l'alternative suivante car elle est complètement fautive : afflux de capital étranger ou régression du pays vers la barbarie. En accord avec les économistes, la capacité d'épargne interne, ajoutée aux revenus des exportations traditionnelles du pays représentent des ressources suffisantes pour retrouver un taux de croissance économique historique. Le PIB (produit intérieur brut) ainsi obtenu, à condition d'être équitablement distribué, sera suffisant pour assurer à toute la population un niveau de vie modeste mais digne. Ce choix ne signifie en aucune façon renoncer à la modernisation technologique, mais refuse de la rendre dépendante des décisions d'investissements des multinationales car elle menacerait l'unité nationale elle-même.

*Traduction DIAL. En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.*

DIAL • 38 rue du Doyné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.gn.apc.org.

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris  
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50  
Fax 01 45 55 28 13.